

Études internationales



Patry, André, *Le Québec dans le monde*, Ottawa, Éditions Leméac, 1980, 167 p.

Monique Lachance

Volume 12, numéro 1, 1981

Production et politiques agricoles dans les pays industriels : du dedans au dehors

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701183ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701183ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lachance, M. (1981). Compte rendu de [Patry, André, *Le Québec dans le monde*, Ottawa, Éditions Leméac, 1980, 167 p.] *Études internationales*, 12(1), 227–228.
<https://doi.org/10.7202/701183ar>

on trouvera un excellent traitement de ce thème dans les travaux de Granatstein – sauf pour dire que la dépendance du Canada envers l'industrie américaine a été une conséquence de la guerre et que les Canadiens eux-mêmes ne voyaient pas d'un mauvais oeil la prospérité accrue qu'ils attribuaient aux liens économiques étroits avec les États-Unis. Par ailleurs, et le professeur a raison sur ce point, il faut se garder de porter des jugements faciles sur la question puisque la notion de l'indépendance à l'époque n'était pas ce qu'elle est devenue plus tard.

Relations étroites ou non, le gouvernement canadien a manifesté une saine méfiance à l'égard de ses relations avec la Grande-Bretagne et les États-Unis. À son avis, il fallait éviter de mettre sur pied de nombreuses institutions à caractère bilatéral que le pays le plus puissant, évidemment pas le Canada, dominerait. Le Canada ne visait alors qu'un Commonwealth de type consultatif, qui n'aurait pas de structures économiques et militaires formelles. Et dans ses rapports avec les États-Unis, le Canada aurait besoin de contrepoids qui seraient absents dans des relations bilatérales. Les tractations précédant l'établissement des Nations Unies, traitées dans la dernière partie du livre, montrent à nouveau les craintes du Canada quant à l'éventuelle domination du monde de l'après-guerre par les Grandes puissances. À certains égards, Ottawa a réussi à imprimer sa marque sur ces nouvelles structures.

Dans ce livre, le professeur Holmes voit la politique étrangère canadienne de cette période dans une perspective originale. Il entend poursuivre cette même voie, au cours d'un deuxième tome, dans une étude des années de la guerre froide, du moins jusqu'en 1957. Ce sera d'autant plus utile que Holmes a cette fois joué un rôle important au ministère comme diplomate, surtout auprès des Nations Unies.

Richard JONES

*Département d'histoire
Université Laval*

PATRY, André, *Le Québec dans le monde*, Ottawa, Éditions Leméac, 1980, 167 p.

Peu d'ouvrages ont été rédigés sur les relations internationales du Québec. C'est pourquoi le livre d'André Patry vient à point pour combler cette lacune. Il constitue en ce sens une bonne introduction pour quiconque désire avoir une vue générale du sujet. La démarche est d'autant plus valable que l'auteur, revenu depuis peu à la vie universitaire, est un ancien haut-fonctionnaire des Affaires intergouvernementales et qu'ainsi il a pu observer de l'intérieur plusieurs événements mentionnés dans le livre et même y participer directement dans certains cas.

Un peu plus des trois-quarts de l'ouvrage se rapportent aux activités internationales du gouvernement québécois depuis le début des années 60.

Dans la première partie, l'auteur nous fait un rappel historique de certains événements à incidence internationale qui se sont déroulés dans la ville de Québec. Mentionnons, entre autres, la Conférence inter-alliés de 1943 réunissant Churchill et Roosevelt, la première conférence des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la fameuse affaire des Trésors polonais ayant mis aux prises le gouvernement de Maurice Duplessis, le gouvernement fédéral et les services de la G.R.C. ainsi que l'ambassade polonaise à Ottawa.

La deuxième partie trace un portrait de l'attitude du gouvernement et des québécois face aux événements internationaux depuis la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'à l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral de Jean Lesage en 1960. La participation forcée des Québécois aux deux guerres mondiales, les relations d'un Québec alors largement clérical avec la France républicaine, sa sympathie pour l'Italie fasciste et les troupes du général Franco lors de la crise espagnole, sont très brièvement évoquées.

Avec la troisième partie, de loin la plus importante, nous voyons se dérouler, au cours des divers gouvernements qui se sont succédés

depuis Jean Lesage jusqu'à René Lévesque, en passant par Daniel Johnson, Jean-Jacques Bertrand et Robert Bourassa, la trame de ce qu'il convient d'appeler, à défaut de « politique internationale » de l'État québécois, les « activités internationales » du Québec. Les péripéties entourant l'ouverture des délégations à l'étranger, la signature d'ententes, les visites de chefs d'État importants, la Francophonie, la coopération internationale, les démêlés avec Ottawa à la fois sur le plan constitutionnel et politique, rien ne semble avoir été oublié pour ce qui est des relations internationales du gouvernement québécois depuis une vingtaine d'années.

Néanmoins, le lecteur, après avoir lu la seconde partie de l'ouvrage qui se rapporte non seulement à des prises de position gouvernementale sur certains faits internationaux mais également à des attitudes prévalant dans l'opinion publique québécoise, ne peut qu'être surpris de l'absence totale de référence à des facteurs extra-gouvernementaux qui ont présidé à l'ouverture soudaine du Québec sur le monde depuis 1960. On ne parle que des faits et gestes du gouvernement québécois. Rien n'est dit par exemple sur le rôle des médias d'information, de la réforme de l'enseignement et du renouveau intellectuel des années 60, du rôle de l'extraordinaire floraison des arts au Québec, de l'accroissement du tourisme et des voyages, de l'immigration, de la pénétration américaine sur le plan économique et culturel, de la consécration de Montréal comme ville internationale lors d'Expo-67 et plus tard, des Jeux Olympiques. Pourtant, tous ces faits ont peut-être, plus que toute action gouvernementale, contribué à faire en sorte que les Québécois, pour employer une expression familière, « sortent de leur coquille » ; ils ont souvent même été à l'origine d'initiatives gouvernementales. Cette lacune est d'autant plus regrettable que le titre de l'ouvrage laisse présager, pour le lecteur non averti, une vue des choses plus exhaustive, même si elle reste générale. Il faut dire cependant, à la décharge de l'auteur, que l'avertissement lancé au début de l'ouvrage, à l'effet qu'il s'en tient presque toujours aux faits vécus, devait nécessairement en limiter la portée. Dommage car une allusion, même brève, aux événements qui ont

secoué le Québec dans les domaines économique, culturel et social, auraient grandement bénéficié aux lecteurs, en particulier ceux qui ne sont pas familiers avec le sujet.

Une autre critique qu'on peut formuler à l'endroit du livre réside dans le traitement inégal de certains faits. Ainsi, une importance, exagérée par rapport à la réalité, est accordée aux relations du Québec avec le monde arabe. Par comparaison, les relations avec les États-Unis, eu égard à l'importance qu'elles ont toujours eu pour le Québec, sont peu mises en évidence. Par contre, les liens avec la France, la Belgique, l'Afrique noire et les organismes de la Francophonie sont relativement bien traités.

Pendant, là encore, l'auteur s'arrête indûment aux détails de certains événements qu'il aurait eu intérêt à présenter de manière plus concise. Il en est ainsi de la visite du Général de Gaulle dont les moindres péripéties sont ici fidèlement rapportées. On sent que l'auteur a été un témoin, sinon un participant direct à l'événement. Cela est certes fort intéressant pour l'anecdote, mais ne peut servir de justification à la présentation point par point d'un événement par rapport à d'autres, tout aussi importants.

À un niveau plus particulier, on note certaines lacunes. Ainsi, par exemple, à la page 114, au sujet des relations du Québec avec la République fédérale allemande, on peut avoir la fausse impression, si l'on n'est pas familier avec la question, que ces relations s'inscrivent dans un esprit de compréhension mutuelle, prélude à une coopération plus étroite entre les deux pays. C'était peut-être vrai à l'époque, mais il aurait fallu ajouter que les relations Québec-RFA ont toujours été, malgré les bonnes volontés de part et d'autre, assez restreintes, car s'il est un pays extrêmement sensible aux réactions du gouvernement canadien vis-à-vis des initiatives québécoises en matière internationale, c'est bien la RFA.

Malgré ses faiblesses, le livre d'André Patry gagne à être lu, ne serait-ce qu'en raison de sa valeur de témoignage.

Monique LACHANCE

Direction de la recherche, Office de la protection du Consommateur, Québec.